

MADAGASCAR VAUT-ELLE UNE GUERRE ?

À TRAVERS LES REVUES
À Madagascar
(*Le Temps*, 1^{er} octobre 1894)

Sous ce titre paraîtra demain, dans la *Revue de Paris*, l'étude sur Madagascar que le prince Henri d'Orléans a écrite à la suite du voyage qu'il vient d'effectuer dans la grande île africaine. La lettre du jeune explorateur, que nous avons publiée il y a quelques jours, se bornait à raconter, avec quelle simplicité et quelle bonne grâce, on se le rappelle, les incidents de ce voyage. L'étude que nous allons analyser résume ses impressions sur les ressources agricoles et minérales de l'île, sur la situation politique actuelle, sur ses difficultés, auxquelles il ne voit d'autre solution que l'emploi de la force. Ceux qui liront ce travail comprendront son ardeur et excuseront son impatience. Il a entendu les plaintes de nos nationaux, à qui toute justice est refusée ; il a deviné l'irritation croissante et mal contenue de nos résidents, réduits à l'inaction et à l'impuissance ; il a vu l'anarchie et l'insécurité régner dans un pays où le protectorat que nous avons assumé est méconnu et engage notre responsabilité. Comment s'étonner, s'il conclut prématurément à la guerre, sans permettre à notre patience de faire une dernière tentative d'arrangement pacifique. Mais, ces réserves faites, il faut reconnaître que son étude serrée, documentée et exacte témoigne de réelles qualités d'observation, d'un jugement précis et sûr et d'une foi sincère et communicative dans les destinées coloniales de notre pays.

I

Tout voyageur qui a traversé Madagascar passe par une série d'impressions différentes et contradictoires auxquelles le prince Henri d'Orléans n'a pas échappé. En débarquant à Tamatave, on a la sensation des tropiques : on est dans une zone humide et chaude, sorte de serre naturelle dont l'atmosphère se trouve toute préparée pour certaines plantes avides d'eau ou de soleil, telles que la canne à sucre, la vanille, le giroflier, le cacaoyer, où abondent les essences utiles, les arbres fruitiers, palmiers de toutes sortes, citronniers, manguiers, calebassiers qui tendent au voyageur leurs branches chargées de fruits. L'aspect est enchanteur, mais là règne la fièvre, moins dangereuse cependant que dans telle autre de nos colonies. Il y a de vieux colons vivant à la côte et y travaillant depuis plus de quarante ans.

Dès que l'on quitte le littoral pour pénétrer dans l'intérieur, le paysage change entièrement. Dès qu'on a traversé les forêts difficilement praticables qui s'étendent sur les coteaux et se développent sur le pourtour presque entier de l'île, comme une ceinture, on trouve la région improprement appelée plateau central, car elle est presque partout montueuse. L'altitude est de mille à douze cents mètres, le thermomètre descend la nuit à quatre degrés pour monter le jour à vingt degrés ; on se sent vivre. Mais, si le climat séduit le nouvel arrivant, il n'en est pas de même du pays. Plus d'arbres, un sol rouge et dur et qui paraît aride, une sorte de Terre de désolation bouleversée par des phénomènes géologiques dans quelques chaos où les montagnes seraient amoncelées sans direction, sans ordre et d'où la vie semble retirée.

L'impression est mauvaise elle se modifie à mesure qu'on approche du centre de l'île.

« Peu à peu, dit le voyageur, l'aspect change, quelques villages se découvrent ; ce sont de misérables réunions de cases en roseaux. Des troupeaux de bœufs paissent dans les herbages des collines. Puis, les villages s'élargissent ; les cases grandissent, le roseau est remplacé par la terre, les habitations élevées d'un étage. Les marais s'utilisent et se transforment en rizières ; celles-ci, partant du fond des vallées, occupent les creux et montent en gradins jusqu'à mi-côte.

Plus loin, dans l'Ouest, à une journée de la capitale, le pays se peuple d'une façon singulière ; de quelque côté qu'on tourne la tête, on aperçoit des habitations, isolées, ou par deux ou trois, groupées en hameaux, ou formant de forts villages. Ici, les fonds des vallées n'ont pas été seuls attaqués par les hommes ; les coteaux sont partout retournés ; les flancs arrondis se divisent en champs régulièrement limités.

On s'émerveille alors de voir quels admirables cultivateurs sont devenus les Hovas, placés sur un sol qui ne livre ses richesses qu'à un travail continu. Armés d'une simple bêche droite, ils défrichent, labourent, sarclent, laissant les mottes régulièrement rangées prendre pendant plusieurs mois le contact de l'air, l'ameublissant ensuite, pour tirer enfin ce qui est nécessaire à leur consommation, de cette terre silico-argileuse, qui paraissait aride sur les bords du plateau et que des analyses de laboratoire ont déclarée incapable de produire.

Quelques jours passés à Tananarive, des conversations avec les Français, qui ont séjourné pendant sept ou huit dans dans l'île, les renseignements donnés par les colons, les excursions faites aux environs achèvent amplement de dissiper tout ce qu'avait de pessimiste l'impression éprouvée au sortir de la forêt.

« Méfiez-vous de la première impression », me disait à Mahé un colon ayant séjourné cinq ans à Madagascar ; il avait, je crois, raison. La dernière est la bonne. Pour moi, je quitte l'île, convaincu de la richesse et de l'avenir de son plateau central, c'est-à-dire d'une région plus grande que la moitié de la France et portant à peine trois millions d'habitants. »

Cette région, d'une si parfaite salubrité, quelle en est la valeur agricole ? Le voyageur prend à partie les affirmations de M. Grandidier, basées sur des considérations peut-être très savantes, mais purement théoriques. Il lui répond en montrant les résultats obtenus par l'indigène. Partout où il a voulu travailler la terre en l'aérant simplement, elle lui a fourni non seulement le riz dont il fait sa subsistance mais aussi des patates du manioc, du tabac, le chanvre, le mûrier, les légumes d'Europe.

Pour se convaincre de la fertilité de ce sol qui n'est aride qu'en apparence, où, suivant l'expression d'un colon qui a publié sur cette question un travail remarquable dans le *Progrès de l'Imérina*, « la fertilité est partout à l'état latent », il suffit de parcourir les environs de Tananarive.

« Qu'on visite notamment les jardins des Pères, à Ambohipo, « la Montagne aux cheveux sur le front », ainsi nommée ironiquement par les Hovas pour indiquer sa nudité. Les routes en sont si dures qu'été comme hiver, on n'y connaît jamais la moindre boue mais les terrains qu'elles parcourent, simplement remués et arrosés, à peine engraisés, produisent en abondance les ananas, les légumes d'Europe, les arbres fruitiers, la vigne, que sais-je ? Des berceaux de verdure, de superbes manguiers, dont la direction est laissée au gré de la nature, les bordent.

Mais, dira-t-on, les missionnaires ont leur établissement aux portes de la ville ; leur jardin, livré à la culture maraîchère, peut être l'objet de soins particuliers, n'occupant qu'une petite étendue ; les terrains proches d'une grande ville se trouvent, d'ailleurs, naturellement engraisés par les détritiques qui s'accumulent à leur surface : voilà ce que ne manqueront pas de me répondre les gens qui nient la fertilité du plateau d'Émyrne.

Soit, allons plus loin, transportons-nous à quinze kilomètres de Tananarive, sur une colline vierge jusqu'alors de villages et de cultures.

Sur le sommet, un élégant chalet à l'européenne, d'où partent de grandes routes se coupant à angle droit. Les rectangles qu'elles dessinent sont formés de terre rouge bien remuée, d'où émergent à espaces réguliers de petits arbustes verts ayant de cinquante centimètres à un mètre de hauteur. Nous sommes sur une plantation de café.

A Ivato (ainsi se nomme la propriété de M. Rigaud), cent soixante mille plants de café croissent en plein vent, n'ayant pas de cyclones à redouter. Le chiffre sera doublé l'année prochaine, et dans deux ans, le propriétaire compte avoir trois cents hectares plantés.

Les plants sont de Bourbon ; l'exploitation, commencée il y a quatre ans, a été attaquée par la maladie et a su y résister, grâce au traitement par le sulfate de cuivre, grâce surtout à la température fraîche de la saison hivernale. »

Après avoir montré l'avenir qui serait réservé à Madagascar lorsque la production du café aura lieu en grand, le voyageur se défend de toute exagération et dit à ce propos :

« Qu'on n'aille pas croire que je me laisse entraîner ici par une idée patriotique qui, en me faisant dénaturer la vérité, m'éloignerait de mon but, ou que je force intentionnellement la note, disant beaucoup pour qu'en France on en retienne un peu. Ma volonté est de rester sincère. L'opinion que j'ai exprimée plus haut sur les richesses agricoles du plateau central n'est pas, d'ailleurs, partagée par des Français seulement ; des étrangers, et des plus désintéressés dans la question, pensent comme nous. Je n'en veux pour preuve que le fait suivant :

En même temps que nous se trouvait à Tananarive un explorateur allemand, le docteur Wolf ; il était en bons termes avec les Français de la capitale. Ceux-ci n'oubliaient pas le service que nous avait rendu le voyageur, lorsqu'il dénonçait avec impartialité, dans les journaux de Berlin, la conduite odieuse des Anglais à l'égard de nos missionnaires dans l'Ouganda.

Or, M. Wolf racontait qu'après un séjour de plus de deux mois à Madagascar, ayant trouvé pleine justification à ses pressentiments favorables au pays, il n'avait pas craint d'écrire à un de ses amis, prêt à se fixer dans le Cameroun, de tout abandonner, pour venir s'établir dans l'île africaine.

C'est après de longs voyages sur la côte orientale d'Afrique que s'était faite l'opinion du docteur sur Madagascar.

Nul ne le soupçonnera de parti pris, et, quant à moi, je ne crains pas de me voir démentir en invoquant son témoignage. »

Après avoir longuement parlé des ressources agricoles du pays, qui est la question la plus controversée, le voyageur dit quelques mots des richesses minières, question moins discutée, mais moins connue, au moins du public.

En 1890-1891, une mission privée, organisée sous l'inspiration du gouvernement français, a été envoyée pour faire une étude aussi complète que possible de Madagascar au point de vue minier, agricole, industriel et commercial. Elle était dirigée par un ingénieur des mines, M. Daléas.

Avec le concours de M. Delharbe [*sic* : *Delhorbe* ?], chargé plus spécialement des questions commerciales, M. Daléas a consacré près d'un an à une étude approfondie de l'Émyrne et a parcouru le pays betsileo, prospectant minutieusement le pays. Les rapports de la mission n'ont pas été publiés, mais le gouvernement en a eu communication et on sait que pour les mines comme pour l'agriculture, ses conclusions ont été favorables. Le prince Henri d'Orléans le rappelle à la fin de son exposé sur les richesses du sous-sol :

« La production minérale de l'île, par excellence, est l'or. Ce métal, dont la présence a été jadis niée, même par des ingénieurs, non seulement se rencontre presque partout dans l'île, mais, en certains territoires, abonde. Évaluer la quantité qui pourrait être extraite, voire la production actuelle de l'or, dans un pays dont les deux tiers sont inconnus, où une concession ne peut être exploitée faute de gouvernement et d'administration, est chose fort difficile. Une grande partie de l'exportation étant le produit de vols commis par des fonctionnaires hovas ou des sujets britanniques aux dépens de nos compatriotes, les renseignements sont difficiles à obtenir. Néanmoins, de ceux que j'ai pu recueillir il résulterait qu'il sort mensuellement de Madagascar environ 300 kilogrammes d'or, représentant la somme d'un million.

Ce qui tendrait à prouver la grande abondance de l'or, c'est le nombre des mineurs de divers pays venus pour faire des prospections. Des ingénieurs du Transvaal écrivaient à leurs commanditaires que Madagascar était beaucoup plus riche que les régions au nord du Cap, que le climat y était plus sain et que, lorsque la contrée serait au pouvoir d'une puissance européenne, on verrait s'y produire un « run » comme dans les placers de la Californie.

Songez à la transformation qui s'est produite en quelques années au Transvaal, au développement qu'a pris le pays, aux chemins de fer qui y ont été faits, à l'importance qu'a acquise Johannesburg, grande ville bâtie à l'européenne et comptant maintenant plus de 150.000 âmes, vous en déduirez, ce que la fièvre de l'or à elle seule peut faire de Madagascar.

Les conclusions du rapport de la mission Daléas, malgré toutes les précautions prises par l'ingénieur qui, volontairement, de crainte d'exagérer, diminuait d'un tiers le produit de chaque battée, sont, nous a-t-on dit, dans le même sens que celle des Anglais. »

A la question de l'or est intimement lié le nom d'un Français, M. Suberbie*. Le voyageur raconte en détail l'historique de sa concession, rappelle ses luttes continuelles pendant huit années, contre des difficultés que beaucoup auraient pu juger insurmontables, l'énergie et la ténacité qu'il a dû déployer malgré la mauvaise foi des autorités indigènes et l'hostilité de certains Européens, pour établir, attirer autour de lui plus de Français qu'il n'y en a à Tananarive, rester et travailler malgré tout, dans un pays où notre protectorat n'existe pas, où les recours sont impossibles, où les réclamations n'aboutissent pas, donnant, dit-il, un exemple réconfortant pour ceux qui ont foi en l'avenir colonial de la France.

II

Malgré les ressources agricoles et minières que recèle la terre de Madagascar, il est impossible à la colonisation européenne d'en tirer parti dans l'état actuel des choses.

Dans une lettre publiée dans le *Madagascar*, M. Larrouy, résident général, répondant au gouverneur de la Réunion, lui écrivait :

« Malheureusement, si le sol et le climat de cette île (Madagascar) offrent des conditions aussi favorables à notre expansion coloniale, il n'en est pas de même de l'état politique, et il est de mon devoir de vous éclairer également sur ce point.

En ce moment, j'estime que la sécurité des biens et, en quelques endroits, des vies des colons, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, n'est pas assurée d'une manière suffisante.

Le gouvernement malgache est actuellement saisi d'un grand nombre de réclamations, quelques-unes fort anciennes, émanant des Français et des étrangers, dont aucune, pour ainsi dire, n'a reçu satisfaction. »

Et le résident général conclut:

« Tant que la situation déplorable qui existe ici n'aura pas été complètement modifiée, l'émigration dans ce pays sera prématurée et l'administration, en la favorisant, assumera des responsabilités sur lesquelles il est de mon devoir de la renseigner. »

Quelle est, en effet, dit le prince Henri d'Orléans, la situation politique à Madagascar ?

« Nous y voyons un gouvernement qui n'en a que le nom et qui n'est, en réalité, que le syndicat de quelques familles réunies pour exploiter le plus grand nombre.

Des princes barbares, coupables encore de sacrifices humains et d'horreurs qu'il m'est impossible de décrire ici.

Une royauté reconnue maîtresse d'une île dont elle possède à peine la moitié.

Un peuple ne travaillant que juste assez pour vivre, sûr qu'il est d'avance de se voir dépouillé s'il arrive à mettre de l'argent de côté.

Une administration vendue à l'encan, se payant elle-même sur ses administrés.

Partout l'arbitraire, l'exaction, l'anarchie, et, à leur suite, l'insécurité.

Voilà le tableau, pour ce qui regarde les Malgaches.

Quant à nous, nos relations avec eux s'appuient sur un traité mal fait, boiteux, différemment interprété, ou même différemment écrit suivant la partie qui doit l'appliquer.

Et je ne fais ici allusion qu'au traité même, je préfère ne pas parler de cette triste contre-lettre explicative, arrachée à l'amiral Miot, on ne sait trop comment, invoquée sans cesse par le gouvernement du Premier ministre et non reconnue par nos agents.

Pour défendre nos intérêts à Madagascar, on a nommé des agents, et l'on a laissé à leur talent ou à leur diplomatie le soin de convaincre des gens qui ne se rendent qu'aux arguments de la force. A quel résultat sont-ils arrivés ? A se voir obligés, d'un côté, de transmettre continuellement aux Hovas des réclamations qu'ils sont sûrs d'avance de voir compter pour nulles et, de l'autre, d'écrire pour chaque courrier aux ministres l'aveu de leur impuissance.

Cette impuissance, Rainilaiarivony la connaît bien : il est tenu soigneusement au courant de ce qui se passe chez nous par ses secrétaires et quelques Anglais. Aussi ne met-il plus la moindre pudeur à refuser la justice à nos compatriotes, à laisser sciemment les vols impunis, les créances impayées par des débiteurs solvables, à signer des contrats dont il a l'intention bien arrêtée de ne pas tenir les clauses.

Je voudrais citer quelques exemples des dénis de justice dont sont victimes les colons de Madagascar. Je n'aurais que l'embaras du choix. L'histoire de M. Suberbie a dû suffire à instruire le lecteur. Deux faits qui m'ont été racontés à Tananarive contribueront à l'édifier, cependant, sur la manière dont est rendue la justice à Madagascar ; du petit il pourra conclure au grand.

M. Delharbe s'aperçoit qu'un vol d'argenterie a été commis chez lui. Il se plaint au juge. Celui-ci demande quelques échantillons de cuillers pour pouvoir reconnaître celles qui ont disparu. L'instruction qui est censée être faite n'aboutit pas. Mais c'est en vain que M. Delharbe réclame les cuillers prêtées. Elles ne lui sont pas plus rendues que les volées.

Dans un port de la côte, la maison Rebut et Sarrant est volée de cinquante tonneaux de riz par le petit gouverneur de la localité et son entourage. Sur une plainte de l'employé de la maison, le gouverneur du district exige qu'on lui rende les marchandises ou leur valeur en argent. Vingt-cinq piastres sont versées à la maison Rebut le gouverneur met le reste dans sa poche (environ 1.400 francs).

Devant notre inertie, l'audace du gouvernement malgache va en augmentant : il se croit tout permis avec des gens « qui aboient toujours et ne mordent jamais », comme dit le Premier ministre. »

Après avoir rappelé que tous les systèmes ont été essayés, qu'en vain on a employé la douceur, en vain la menace, le voyageur qui n'avait pas connaissance à ce moment de la mission de M. Le Myre de Vilers, déclare qu'il n'y a d'autre ressource que l'emploi du canon et évalue comme suit les forces des Hovas :

« L'effectif sur lequel pourrait compter le gouvernement malgache comprendrait quarante-cinq mille Hovas et quinze mille hommes de contingent étranger (Betsiléos, Antankars, etc.), ceux-ci plus mauvais soldats que les Hovas.

L'armement se composerait de vingt mille fusils se chargeant par la culasse, huit à neuf mille fusils à pierre et environ quatre-vingts canons, parmi lesquels un armstrong se chargeant par la culasse, dix mitrailleuses anglaises, trente garners, douze canons-revolvers et vingt-quatre pièces diverses se chargeant par la culasse.

En outre, dix mille nouveaux fusils se chargeant par la culasse seraient arrivés récemment et on attendrait douze canons de gros calibre commandés à M. Servinton. Ce dernier, actuellement absent de Madagascar, ramènerait avec lui à son retour une vingtaine d'Anglais pour diriger des travaux de fortification.

Tels sont, en résumé, les renseignements que j'ai pu recueillir sur l'armée des Malgaches.

Il est utile de faire remarquer que de nombreuses défections se produiront. Les désertions seront fréquentes, les marches difficiles, les services de l'intendance et du ravitaillement étant fort mal connus des Hovas. »

III

La conclusion d'un tel exposé, ainsi que nous l'avons dit en commençant, est un appel à la guerre.

Voici comment le prince d'Orléans la justifie :

« Actuellement, la question malgache ne peut avoir pour nous que deux solutions : ou l'abandon absolu par la France d'une île sur laquelle elle a établi et maintenu depuis deux siècles et demi ses droits, au milieu même de ses plus grands malheurs ; ou bien la guerre.

A ceux qui pensent que la colonisation se fait au nom de l'humanité pour répandre la civilisation, je dirai que nous avons un beau rôle à jouer, en créant, non une colonie de fonctionnaires, mais un protectorat sage, semblable à celui de la Tunisie. En donnant à un peuple intelligent un contrôle, en assurant chez lui la sécurité, en remplaçant l'arbitraire par la justice et l'anarchie par l'ordre, nous lui permettrons de travailler, de gagner de l'argent et d'en économiser, de développer son commerce, d'exporter ses produits et d'acheter les nôtres. En un mot, nous saurons nous faire estimer et aimer en faisant œuvre de nation vraiment supérieure.

A ceux aux yeux desquels le vrai but des colonies est d'enrichir la métropole, en ouvrant un libre champ aux efforts de compatriotes hardis, tenaces, intelligents, je montrerai en Madagascar un pays plus grand que la France, sans frontières politiques, c'est-à-dire sans voisins ; d'immenses espaces libres offerts au travail des nouveaux arrivants un sol fertile, lorsqu'il est remué, donnant, outre les productions de la patrie, les plus riches productions des tropiques ; un sous-sol où les métaux précieux abondent ; un climat sain et tempéré ; enfin, un peuple sans passé, capable plus que tout autre de sa façonner au moule de notre civilisation et de seconder les efforts de nos pionniers.

Les résultats que nous pouvons attendre d'un protectorat sérieux à Madagascar justifient-ils une expédition ? En un mot, Madagascar vaut-elle une guerre ?

Oui, je le crois. »

Ce que le génie d'un ministre de la monarchie, Richelieu, avait deviné il y a deux cent cinquante ans s'est trouvé confirmé par les renseignements nombreux des voyageurs français qui se sont succédé à Madagascar et par l'expérience des colons. La graine a été semée au dix-septième siècle ; il est temps de cueillir le fruit.
